



Shortlist 2010

Public Eye Swiss Award

www.publiceye.ch

**Nominé pour le Public Eye Swiss Award 2010
par le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA)**

Farner PR

Siège	Zurich, Suisse
Secteur	Relations publiques, publicité et communication politique
Chiffre d'affaires	CHF 14 mio
Propriété de	entreprise cotée en bourse
Collaborateurs	60 en Suisse, nombreuses agences partenaires au niveau international
CEO	Christian König

En bref

Lors de la campagne autour de l'initiative suisse « Pour une interdiction de l'exportation de matériel de guerre », l'agence de relations publiques zurichoise Farner a employé des méthodes dignes de la Guerre froide. En juin 2009, elle a chargé une politologue de participer sous un faux prétexte à un week-end stratégique organisé par le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA). Alors que l'employée de Farner prétendait vouloir écrire un travail de séminaire, elle posait des questions tellement pointues que cela a éveillé les soupçons. En août, son compagnon plaidait sa cause devant la presse, affirmant qu'elle avait reçu de « mauvaises instructions » de la part de Farner. L'employée n'aurait accepté cette mission que parce que les postes de politologue sont plutôt rares. Dans un premier temps, Farner a rejeté en bloc le soupçon d'infiltration. Peu après, un document interne de l'agence datant de 2005 parvenait aux médias. Il faisait mention de « l'observation de groupes de militants » et de « désaveu publique des opposants » parvenait aux médias. En octobre 2009, le Blick publiait le rapport de la politologue – rédigé sur du papier officiel de Farner. L'espionnage des opposants politiques ne va pas seulement à l'encontre des principes éthiques et des règles de respect mutuel les plus élémentaires, mais ces pratiques sont contraires à la liberté de rassemblement et d'opinion.

Comportement irresponsable

En juin 2009, l'agence zurichoise de relations publiques Farner envoyait une taupe à une réunion stratégique du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA). Mandaté par le lobby de l'armement, Farner assurait la coordination de la campagne de votation contre l'initiative du GSsA « Pour une interdiction de l'exportation du matériel de guerre ». L'employée de l'agence s'est faite passer pour une étudiante en sciences politiques qui voulait rédiger un travail de séminaire sur l'organisation d'une campagne politique. Elle s'est avant tout appropriée un dossier avec du matériel de campagne confidentiel. Lorsque le *Wochenzeitung* découvre le cas, Farner PR commence par garder le silence, puis affirme que cette affaire d'espionnage a été inventée de toutes pièces par le GSsA et le *Wochenzeitung*. La taupe, qui travaillait comme « freelance » pour Farner, dément

dans un premier temps les allégations du journal: « Il n'y a pas de contrat avec Farner ». A la fin du mois d'août, l'émission de télévision 10vor10 montre que l'action était planifiée de longue date. Un document interne de l'agence, présenté par 10vor10, mentionne non seulement l' « observation de groupes de militants », mais également l'« enquête sous couverture dans l'administration » – en particulier au sein du Département de l'intérieur suisse (DI) – comme des mesures d'urgence pouvant favoriser le succès du lobby de l'armement contre l'initiative. Même le « désaveu public des opposants » est présenté comme un moyen à considérer. Farner PR affirme pourtant avoir toujours agit selon les prescriptions juridiques. En octobre, le *Blick* publie un document interne de Farner qui prouve que l'agence a bel et bien espionné le GSsA. Plusieurs éléments abordés lors du week-end stratégique apparaissent et Farner concède du bout des lèvres avoir eu un « problème de communication ». En novembre 2009, la presse révèle que l'entreprise étatique RUAG a financé la campagne contre l'initiative à hauteur de 200 000 francs suisses. En d'autres termes, les activités d'espionnage ont été financées en partie par une entreprise étatique !

Conséquences

Les mouvements sociaux et politiques démocratiques doivent pouvoir fonctionner de manière ouverte et sans méfiance envers les personnes qui désirent s'engager à leurs côtés. Cette affaire a causé des dommages directs et indirects importants. Non seulement des informations confidentielles sont tombées dans de mauvaises mains, mais ce cas d'espionnage constitue également une entorse aux droits démocratiques fondamentaux, comme la liberté de s'organiser au sein d'une structure ouverte sur la base d'un système de volontariat. L'infiltration de mouvements sociaux a deux conséquences principales : l'obtention d'informations confidentielles et l'instauration d'un climat de méfiance. L'affaire du GSsA n'est pas le seul cas d'espionnage récent en Suisse. En 2008, le « Nestlégate » éclatait au grand jour et la presse révélait que, pendant plusieurs années, Nestlé avait mandaté une taupe de Securitas pour espionner de manière systématique le groupe altermondialiste « Attac ». Il semblerait donc qu'en Suisse, les atteintes évidentes à la protection de la sphère privée sont désormais tolérées.

Situation actuelle et revendications à l'entreprise

L'organisation à l'origine de la nomination, qui est également la principale concernée, demande que Farner RP communique les données personnelles qu'elle a récoltées en infiltrant le GSsA. Farner PR doit également désigner les personnes à qui elle a fait suivre ces informations. L'organisation aimerait également savoir si d'autres personnes mandatées par Farner ont assisté à des réunions du GSsA. Finalement, elle demande la transparence quant au financement de la campagne contre l'interdiction de l'exportation de matériel de guerre.

Pour en savoir plus

- <http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Die-Macht-der-PR-Agentur-Farner/story/14266878>
- <http://www.woz.ch/artikel/2009/nr34/schweiz/18237.html>
- <http://videoportal.sf.tv/video?id=1d9bc649-51c7-49df-b013-23061dab69cb>